



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2026-DCPATE-136

modifiant l'arrêté préfectoral n° 00-DRCLE/4-209 du 21 avril 2000 autorisant la société Rabaud à exploiter une unité de production de matériels agricoles et d'engins de travaux publics sur le territoire de la commune de Sainte-Cécile
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.122-2 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 00-DRCLE/4-209 du 21 avril 2000 autorisant la société Rabaud à exploiter une unité de production de matériels agricoles et d'engins de travaux publics sur le territoire de la commune de Sainte-Cécile ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société Rabaud le 17 janvier 2025, complété le 18 avril 2025, le 22 mai 2025, le 2 juin 2025, le 9 septembre 2025 et le 30 octobre 2025, concernant la réhabilitation du site et le dossier joint ;

Vu les rapports de l'inspection des installations classées en date du 20 juin 2025 et du 9 décembre 2025 ;

Vu le courrier adressé le 18 décembre 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant que le projet, qui consiste en la création d'un auvent équipé de panneaux photovoltaïques entre les bâtiments G1 et G2 :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, ni du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant les observations de l'exploitant reçues par courriel du 24 décembre 2025 ;

ARRÊTE

Article 1.

L'article 1.2 de l'arrêté n° 00-DRCLE/4-209 du 21 avril 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubriques	Installations et activités concernées	Grandeur caractéristique	Régime
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW	221 kW	DC
2565-2.a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l	10 000 l	E
2940-2.a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/ j	201 kg/j	E
4718-2.b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50t	25 t	DC
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant 2 - Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	3,4 t	D

Rubriques	Installations et activités concernées	Grandeur caractéristique	Régime
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	22 kW	D

Liste des installations concernées par une rubrique au titre de la loi sur l'eau :

Rubrique IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	8,3 ha	D

Article 2.

L'article 1.3.2 de l'arrêté n° 00-DRCLE/4-209 du 21 avril 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'établissement est situé sur la commune de Ste Cécile.

Le site est localisé sur les parcelles 22, 24, 25, 26, 27, 28, 35, 36, 37, 65, 67, 68, 69, 71, 77, 78, 84, 85, 86, 87, 104, 115, 116, 117, 118, 144, 146, 177, 179, 182, 230, 246 de la section ZP du plan cadastral communal. La surface du site est égale à 14,6 ha. »

Article 3.

L'article 2.1.1 de l'arrêté n° 00-DRCLE/4-209 du 21 avril 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Outre les dispositions du code de l'environnement et sans préjudice des autres réglementations en vigueur, les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement pour les parties qui les concernent :

- arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées
- arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et de leurs équipements annexes
- arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
- arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement »
- Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement

Article 4.

L'article 2.1.2 de l'arrêté n° 00-DRCLE/4-209 du 21 avril 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2.1.2 – Application des arrêtés ministériels de prescriptions générales

Les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux installations soumises à enregistrement, pris en application de l'article L.512-7 du Code de l'environnement, sont applicables aux installations, dans les conditions particulières détaillées dans le tableau suivant :

Rubrique	Arrêté ministériel susvisé	Modalités particulières d'application des dispositions de l'arrêté ministériel
2565	09/04/2019	Les installations sont existantes au sens de cet arrêté.
2940	12/05/2020	Les installations sont existantes au sens de cet arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales suivants, relatifs aux installations soumises à déclaration, pris en application de l'article L.512-10 du Code de l'environnement, sont applicables aux installations concernées, sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation et dans les conditions particulières détaillées dans le tableau suivant :

Rubrique	Arrêté ministériel	Modalités particulières d'application des dispositions de l'arrêté ministériel
2560	27/07/2015	Les installations sont existantes au sens de cet arrêté.
4718	07/01/2003	Les installations sont existantes au sens de cet arrêté.
4718	23/08/2005	Les installations sont existantes au sens de cet arrêté.
4725	10/03/1997	Les dispositions sont applicables selon les modalités détaillées dans l'arrêté ministériel.
2575	30/06/1997	Les dispositions sont applicables selon les modalités détaillées dans l'arrêté ministériel.

Les installations soumises à déclaration (ICPE) ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique prévue pour les rubriques DC.

Article 5.

L'article 3.2.2 de l'arrêté n° 00-DRCLE/4-209 du 21 avril 2000 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« Cette voie est maintenue dégagée sur une largeur utile d'au moins 6 mètres. »

Article 6.

L'article 3.3.1 de l'arrêté n° 00-DRCLE/4-209 du 21 avril 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« 3.3.1 – Dispositions constructives

Le local TGBT est équipé de murs coupe-feu REI120 et de portes EI 120.

Le nouveau magasin / stockage des petites pièces, situé dans le bâtiment 1, est séparé de la zone de production par un mur REI 120, et des portes EI 120 à fermeture automatique sur détection incendie.

Le local technique broierie et le local de stockage peintures sont équipés de murs coupe-feu REI120 et de portes EI 120, et possèdent un système de ventilation naturelle. Les portes coupe-feu à fermeture manuelle sont maintenues fermées en permanence.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un plan de localisation des locaux et des dispositions constructives associées est joint en annexe du présent arrêté. »

Article 7.

L'article 3.3.2 suivant est intégré à l'arrêté du 21 avril 2000 susvisé :

« 3.3.2 – Désenfumage

Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.6 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire est équipée en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 1 % de la surface au sol du local, à l'exception de l'auvent reliant les bâtiments G1 et G2 et des zones de stockage du bâtiment G1 pour lesquels leur surface utile d'ouverture est de 2 %.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs sont composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.

Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque local abritant l'installation

Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.

Article 8.

L'article 4.5.4 de l'arrêté n° 00-DRCLE/4-209 du 21 avril 2000 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« La régulation des eaux pluviales peut être assurée par les bassins de confinement des eaux d'extinction d'un incendie. Dans ce cas, le volume total des bassins est au moins égal au plus grand des deux volumes suivants :

- volume évalué selon un débit de fuite avant rejet de 23,3 l/s pour le bassin versant de collecte des eaux pluviales correspondant aux bâtiments G1-G2, et de 21,6 l/s pour celui correspondant au bâtiment G3 ;*
- volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction d'un incendie évalué selon une méthode reconnue.*

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du volume utile des différents ouvrages et du débit de fuite en sortie de ces ouvrages.

L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs attestant que les éventuels moyens de relevage sont dimensionnés pour faire face à une pluie décennale. »

Article 9.

L'article 5.2 de l'arrêté n° 00-DRCLE/4-209 du 21 avril 2000 susvisé est supprimé.

Article 10.

L'article 8.1.1 de l'arrêté n° 00-DRCLE/4-209 du 21 avril 2000 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« La présence dans les ateliers de substances et mélanges dangereux et de produits combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation et ne peut en aucun cas dépasser la quantité nécessaire à une journée de production.

Le stockage de palettes, situé à l'ouest du bâtiment G3, est maintenue à une distance d'au moins 40 mètres de tout bâtiment.

Aucune matière combustible n'est stockée sous l'auvent, situé entre les bâtiments G1 et G2. »

Article 11.

L'article 8.1.6 suivant est intégré à l'arrêté du 21 avril 2000 susvisé :

« 8.1.6 – Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.

Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.

Au moins les locaux suivants sont identifiés comme zone à risque incendie : zone dédiée au traitement de surface, local de stockage peinture, local technique broierie, local TGBT, zone de stockage du bâtiment G1. »

Article 12.

L'article 8.1.7 suivant est intégré à l'arrêté du 21 avril 2000 susvisé :

« 8.1.7 – Détection incendie

Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.6 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les justificatifs de la pertinence du dimensionnement retenu pour ce réseau de détection incendie sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests conformément aux référentiels en vigueur dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. »

Article 13.

L'article 8.2.2.1 de l'arrêté n° 00-DRCLE/4-209 du 21 avril 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les moyens de défense contre l'incendie permettent de délivrer, en toute circonstance, un débit minimal de 900 m³/h pendant deux heures.

Ce besoin peut être comblé par des poteaux d'incendie, situés à moins de 150 m du site et/ou des réserves complémentaires situées à moins de 400 m du site. Ces distances sont mesurées par les voies carrossables.

Ces réserves complémentaires sont associées à des aires d'aspiration pour les engins des services d'incendie et de secours respectant les caractéristiques suivantes :

- *largeur utile minimum de 4 mètres, longueur minimum de 8 mètres, pente comprise entre 2 et 7 % ;*
- *à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;*
- *entretenues en permanence, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ;*
- *résistantes à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.*

En cas de prise d'eau équipée d'un raccord normalisé, la hauteur géométrique d'aspiration est inférieure à 6 m et la crépine d'aspiration est à au moins 50 cm du fond de la réserve.

Les réserves complémentaires sont prises en compte dans la défense incendie du site, à hauteur de 60 m³/h par aire d'aspiration. Un débit supérieur peut être retenu sous réserve de justificatifs adéquats.

En cas d'utilisation de réserves externes, l'exploitant dispose d'un accord d'utilisation de son propriétaire ou gestionnaire.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs attestant que ce besoin en eau est comblé par les moyens disponibles. En particulier, il est en mesure de justifier du débit pouvant être délivré en simultané par les poteaux d'incendie et le volume utile des réserves complémentaires. »

Article 14.

L'article 8.2.2.2 de l'arrêté n° 00-DRCLE/4-209 du 21 avril 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Des extincteurs et des RIA sont judicieusement répartis sur le site. Ils sont visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance de ces équipements conformément aux référentiels en vigueur.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- *d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,*
- *d'extincteurs adaptés aux risques, judicieusement répartis et en nombre suffisant, disposés à des emplacements signalés et aisément accessibles,*
- *de robinet d'incendie armés judicieusement répartis et en nombre suffisant, disposés à des emplacements signalés et aisément accessibles.*

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels d'intervention et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 15.

L'article 8.2.2.3 suivant est intégré à l'arrêté du 21 avril 2000 susvisé :

« 8.2.2.3 – Confinement des déversements et pollutions accidentels

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont raccordés à une capacité de confinement étanche aux produits collectés et d'un volume utile minimal de 2184m³ pour le secteur des bâtiments G1 et G2, et de 1080m³ pour le secteur du bâtiment G3. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant le dimensionnement de ces bassins.

Des dispositifs permettant l'obturation des bassins de confinement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce ou ces bassins peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions des articles 4.5.3.1 et 4.5.4 ou sont éliminés comme les déchets. »

Article 16.

Les dispositions des articles 5 à 15 du présent arrêté entrent en vigueur à compter de l'achèvement des travaux de création de l'auvent.

Article 17. Dispositions administratives

Article 17.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Article 17.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune de Sainte-Cécile :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 17.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 17.4. Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **17 AVR. 2026**

Le préfet,


Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint de la Préfecture
de la Vendée

Éric LAFFARGUE

Plan de localisation des murs coupe-feu du nouveau magasin et stockage des petites pièces

